



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 119 / 10 AOUT 88

COMPTABILITE DE LA TERREUR: LA GUERRE EN CHIFFRES

Un bilan chiffré de l'agression permet d'en mesurer l'ampleur: parce que la CIA a concentré ses coups dans les régions les plus productives, l'économie nicaraguayenne risque de mettre un certain temps à s'en remettre.

ESQUIPULAS II, UN AN APRES: LES VICISSITUDES DE LA VERIFICATION

Les Etats-Unis ont eu la peau de la Commission internationale de vérification des accords d'Esquipulas. Or, sans vérification de leur application, ces accords restent lettre morte.

NICARAGUA: OFFENSIVE GLOBALE POUR LE DEVELOPPEMENT DU BETAIL

Ayant réussi à freiner la détérioration du troupeau bovin national, le gouvernement nicaraguayen vient de créer la Commission nationale pour le développement du bétail, et se prépare à acquérir du matériel moderne qui lui permettra d'industrialiser l'élevage.

MANLIO ARGUETA: POUR UNE LITTERATURE CENTRAMERICAINE

Pour l'écrivain salvadorien Manlio Argüta, un des auteurs importants de la littérature latino-américaine, le roman centraméricain contemporain constitue un genre relativement nouveau, qui compte déjà des représentants connus. Son originalité consiste dans l'accent mis sur le témoignage, le réalisme, la vie des paysans.

HONDURAS: LE COMMANDANT EN CHEF DES FORCES ARMEES CONSIDERE INEVITABLE LA GUERRE CONTRE LE NICARAGUA

De récentes déclarations du commandant en chef de l'armée hondurienne, qui font fi des accords d'Esquipulas, sont une véritable incitation à la guerre contre le Nicaragua et laissent clairement voir que les décisions en matière de politique extérieure n'appartiennent pas, de fait, au gouvernement d'Azcona.

EN BREF :

- CAMPAGNE NATIONALE POUR LA DEFENSE DE LA VIE DE L'ENFANT
- EXCELLENTE RECOLTE DE GRAINS DE BASE EN VUE POUR CETTE ANNEE
- LE CARDINAL OBANDO A UNE NOUVELLE FOIS REFUSE DE RECEVOIR LES FAMILLES DES SEQUESTRES
- DOCUMENT SECRET SUR BERMUDEZ

Le prochain bulletin sera publié le 24 août

40 P 11481

COMPTABILITE DE LA TERREUR: LA GUERRE EN CHIFFRES

par Xavier Reyes.

Managua, (ANN). Depuis sept ans, les pertes moyennes quotidiennes subies par l'économie nicaraguayenne du fait de la guerre s'élèvent à 708'000 dollars par jour.

On compte également en moyenne 20 victimes directes par jour (morts, blessés, séquestrés, prisonniers des deux camps). Les chiffres de l'Institut nicaraguayen de la statistique et des recensements (INEC) indiquent que, de 1980 à 1987, 1'809 milliards de dollars de dommages ont été causés par l'agression étatsunienne, ce qui confirme que le terrorisme sélectif (cibles choisies et dégâts économiques) est le principal instrument de la CIA contre le Nicaragua.

Le pays a souffert des dommages physiques évalués à 171,3 millions de dollars. Entre autres, les attaques contre les ports de Corinto, San Juan del Sur et San Juan del Norte (en 1983 et 1984), la destruction de lignes et installations électriques, de centres de production, ont eu un impact très sérieux sur la situation économique. Quant à l'embargo commercial décrété en 1985 par les Etats-Unis, il a représenté 279,7 millions de dollars de perte.

Avant la promulgation du blocus, la CIA avait miné les ports et attaqué des secteurs productifs vitaux. L'objectif était de saper l'économie du Nicaragua, qui dépend de ses exportations pour obtenir des devises et de ses importations pour maintenir sa production (machines, pièces de rechange etc...). La réduction puis la suppression des achats de sucre par les Etats-Unis, jointes au blocus financier des organismes multilatéraux, ont été conçues comme une stratégie destinée à frapper la macro-économie nicaraguayenne.

Avant 85, le Nicaragua écoulait sur le marché étatsunien 100 % de ses bananes, 100 % de sa mélasse, 85 % de ses fruits de mer, 76 % de son tabac et 37 % de sa viande de boeuf. La perte de ce marché historique et l'effort d'investissement pour en ouvrir de nouveaux en Europe capitaliste, dans les pays de l'est, en Asie et en Amérique latine, la nécessité de concevoir de nouvelles formes de stockage et de conditionnement ainsi que le transport sur de plus longues distances ont déséquilibré la structure du commerce et des exportations.

La dépendance technologique des Etats-Unis a eu des conséquences sur l'approvisionnement pour de nombreux produits: pièces de rechange, intrants, équipement pour l'agriculture, la construction, la santé, installations électriques, autobus, avions pour la fumigation, avions de transport, etc. C'est ainsi que les pertes dues à l'embargo commercial (279,7 millions de dollars) équivalent à 93 % des exportations totales du Nicaragua en 1987 (297 millions de dollars).

Le blocus financier quant à lui, est un autre sérieux croc-enjambe pour la révolution: depuis 1981, l'Administration Reagan a fait perdre par ce biais 380,9 millions de dollars au Nicaragua.

Selon l'INEC, qui se base sur les estimations de la Banque mondiale, en 1981, le pays avait besoin pour son développement de lancer des projets d'un coût de 300 millions de dollars, dont 125 devaient être fournis par des organismes multilatéraux.

Fin avril 81 les Etats-Unis ont suspendu la livraison de 15 millions de dollars d'un prêt de 75 millions qu'ils avaient précédemment accordé. Ils n'ont pas versé non plus 10 millions de dollars d'un autre prêt destiné à acheter du blé et à financer des projets de développement rural, d'éducation et de santé. A la suite des pressions exercées par le gouvernement étatsunien depuis 1981, les nouveaux prêts provenant d'organismes de crédit multilatéraux se sont réduits à zéro ces dernières années. C'est ainsi que le Nicaragua n'a pu, durant les six ans qui viennent de s'écouler, contracter un emprunt de 423 millions de dollars, dont il aurait déjà reçu 381.

La guerre s'est concentrée surtout au nord et au centre du pays, dans les zones les plus productives, sources de la presque totalité des devises que gagne le Nicaragua. Depuis 1981, bien que toute la nation souffre indirectement de l'agression, les attaques ont surtout affecté 11 des 16 départements, dans les régions I, II, V et VI. La culture du café, premier produit d'exportation, est celle qui a été le plus touchée: elle enregistre 394 millions de dollars de pertes entre 1980 et 1987.

Il est clair que, même si la guerre s'arrête, ses effets sur la culture du café se feront sentir encore pendant longtemps, du fait que le conflit a contraint à l'abandon de certaines plantations, et que d'autres ont été détruites par la Contra, qui a également endommagé de nombreuses installations de traitement du grain.

Les pertes en ce qui concerne le tabac sont estimées à 8 millions de dollars, pour les cultures vivrières à 13 millions, pour l'élevage à 9,7 et à 3,8 pour le reste (manioc, cacao, coco, racinelles). Les projets économiques, quant à eux, ont enregistré 572 millions de dollars de pertes, dont 428,9 sont des pertes de production.

La production de bois a connu un retard important parce que les principaux projets sont situés dans les zones de conflit. Ce sont 319 millions de dollars qui ont été perdus si l'on additionne les dommages causés à la marchandise elle-même, ceux causés au capital et les pertes de production.

La pêche connaît un déficit de 72,5 millions de dollars dû au mitraillage ou au canonnage des bateaux qui ont aussi été parfois détruits par des mines ou volées. Pour le sec-

teur minier, la seule attaque de décembre 1987 à Siuna, Bonanza et Rosita a provoqué 15 millions de dollars de dégâts sur un total de 21 millions.

Impossibilité de construire des routes à cause de la destruction du matériel et des équipements, du danger auquel sont exposés les travailleurs, destruction totale ou partielle des moyens de transports: dans la construction, le manque à gagner est de 202,9 millions de dollars.

C'est en tout 12,2 milliards de pertes que la CIA a provoquées dans sa guerre contre le Nicaragua, la majeure partie en dommages directs aux personnes et à l'économie. Si l'on ajoute les 50'000 victimes, dont 25'000 morts, 16'000 blessés, 9'000 séquestrés civils et militaires, on aura une idée de ce que signifient sept ans de terrorisme exercé par la Maison Blanche.

Il y a maintenant quelque espoir que la guerre se termine. Les plus pragmatiques considèrent pourtant que la paix a encore un long chemin à parcourir. Cependant, la révolution s'approche de son dixième anniversaire.

ESQUIPULAS II, UN AN APRES: LES VICISSITUDES DE LA VERIFICATION

par Sergio Ferrari

Managua (ANN). A quelques semaines à peine de sa visite précédente, le secrétaire d'Etat nord-américain George Shultz effectue une nouvelle tournée en Amérique centrale à l'exception du Nicaragua et dans quelques pays du continent sud-américain. Cette soudaine "fièvre latino-américaine" coïncide avec le premier anniversaire de la signature des accords de Guatemala, le 7 août 1987.

En cette étape finale de l'Administration Reagan, ce n'est pas par hasard que les batteries de la diplomatie étasunienne sont braquées sur cette région. Un an après l'un des moments "clés" de l'effort de négociation réalisé par les pays latino-américains, l'intérêt de l'Administration Reagan est non seulement de poursuivre sa politique d'isolement et de harcèlement de la révolution nicaraguayenne, mais aussi de neutraliser toute initiative latino-américaine visant à relancer Esquipulas II et notamment la vérification des accords.

Quelle que soit l'importance des points sur lesquels les cinq présidents sont tombés d'accord en août dernier, leur portée concrète se dissout s'il n'existe pas de mécanisme de vérification qui contrôle de manière impartiale leur application par chacune des parties. "Les points contenus dans ce document forment un tout en harmonie et indivisible. Leur signature entraîne l'obligation, acceptée de bonne foi, d'accomplir simultanément, dans les délais établis, ce qui a été convenu", précisent les dispositions

finales. Les signataires reconnaissent ainsi l'obligation pour tous de s'acquitter dans les mêmes délais des engagements contractés.

LA CIVS, UNE EXISTENCE BREVE, MAIS DES RESULTATS DE POIDS.

Quinze jours à peine après la signature d'Esquipulas II, les ministres des Affaires étrangères des pays d'Amérique centrale, de Contadora de son Groupe d'appui, ainsi que les représentants de l'Organisation des Etats américains (OEA) et des Nations Unies (ONU), mettent sur pied à Caracas, comme prévu par les accords, la Commission internationale de vérification et de suivi (CIVS).

Bien que disposant d'un délai de quatre mois pour "analyser le progrès de l'application", la commission s'est mise aussitôt à l'oeuvre. En peu de semaines elle a réalisé un travail énorme, entre autres cinq réunions de haut niveau (Managua, New York, Guatemala City, OEA-Washington et ONU-New York). Elle a entraîné le soutien de la communauté internationale au processus de paix régionale. L'Assemblée générale de l'ONU, le 8 octobre, et celle de l'OEA, le 14 novembre, ont exprimé par acclamation leur appui à Esquipulas. Enfin elle a organisé l'envoi sur le terrain d'une commission technique préliminaire, visite qui a eu lieu dans la troisième semaine d'octobre.

La CIVS a encouragé la présentation de rapports généraux périodiques de la part des cinq gouvernements et a réalisé une tournée d'inspection entre le 4 et le 10 janvier, suivie du "rapport sur les progrès des accords", qui allait constituer le point central de l'ordre du jour de la conférence au sommet des présidents au Costa Rica, les 14 et 15 janvier 1988.

L'ASSASSINAT DE LA CIVS, UN COUP GRAVE PORTE A ESQUIPULAS

Bien que la Commission technique, qui avait visité les cinq pays en octobre, ait dès ce moment-là donné l'alerte sur un problème de fond, ce ne fut que trois mois après que certains gouvernements, qui digéraient mal les critiques contenues dans le rapport de la mission effectuée en janvier, principalement le Honduras et le Salvador, ont demandé la disparition de la CIVS, sous la menace de tuer définitivement le processus d'Esquipulas.

"Il n'existe pas entre les pays centraméricains l'unité de vues nécessaire sur la nature et la portée à attribuer à la vérification", signalait la Commission technique en octobre, mettant à nu l'acès qui allait crever au sommet de San José.

Malgré l'opposition du Nicaragua, la déclaration de San José a rayé la CIVS de la carte, assignant à la Commission exécutive composée des ministres des Relations ex-

térieures des Etats centraméricains la "fonction principale de vérification, contrôle et suivi de tous les engagements contenus dans l'accord de Guatemala et dans la présente déclaration". On n'écartait pas la possibilité de faire appel à la collaboration d'Etats régionaux ou extrarégionaux ainsi qu'à des organismes d'une impartialité et d'une compétence technique reconnues.

La CIVS ainsi mise de côté, surgissait le risque que les mêmes soient juges et parties, à la fois acteurs et vérificateurs du processus, l'appréciation de la crise centraméricaine étant réservée aux Etats de la région.

Si les ministres des Affaires étrangères centraméricains, en leur qualité de vérificateurs, se sont retrouvés à l'occasion au cours des six derniers mois, la commission élargie, sur laquelle on était parvenu à un accord de principe, n'a même pas encore pris corps. Le Canada, l'Espagne et la République Fédérale Allemande ont exprimé leur accord de soutien à la vérification. Mais les tensions entre les pays de la région et les conditions formulées notamment par les délégués du Honduras et du Salvador ont paralysé l'entreprise. Ainsi privé de vérification, Esquipulas II a perdu de son impact pacificateur au bout de cinq mois d'existence.

LA RELANCE DE LA CIVS: ELEMENT CENTRAL DU "PLAN DE PAIX DE JUIGALPA".

Trois jours à peine après le sommet de San José le 18 janvier, à l'occasion du 120ème anniversaire de la naissance de Ruben Darío le gouvernement du Nicaragua a recommencé ses démarches en faveur de la CIVS, insistant sur le fait que son absence affectait l'essence même des accords d'Esquipulas.

Tout en reprenant cette proposition en différentes occasions, le Nicaragua restait attentif aux autres possibilités. Lors de sa tournée européenne, le président Ortega a demandé à plusieurs chefs d'Etat d'appuyer la vérification. Il a également invité les Internationales socialiste et libérale de se joindre à l'Espagne, au Canada et à la RFA qui avaient donné leur accord. Le ministre de la Sécurité sociale et du bien-être (INSSNBI), Reinaldo Tefel, s'est rendu au Mexique, le père Fernando Cardenal au Venezuela et dans d'autres pays du groupe de Contadora, en vue de les amener à mettre sur pied une commission de vérification qui constaterait "in situ" l'exécution par le Nicaragua des accords d'Esquipulas. Avec une flexibilité totale, le Nicaragua acceptait d'être contrôlé "in situ" par n'importe qui, n'importe quand et n'importe où. Mais l'attitude des autres gouvernements centraméricains a continué à freiner la consolidation d'Esquipulas II.

La nouvelle initiative en faveur de la CIVS annoncée par le président Ortega le 19 juillet conjointement avec l'offre de reprendre le dialogue bilatéral avec les Etats-Unis, (qui l'ont refusé aussitôt) et de renouer les conversations avec la Contra (proposition restée jusqu'ici sans

réponse) obéit à une logique: en moins de cinq mois d'existence, entre août 87 et janvier 88, ce mécanisme de vérification a fortifié le processus de paix en Amérique centrale. Inversement, sa dissolution a suffi pour qu'en une demi-année le grand effort d'Esquipulas ait été débilite méthodiquement.

OFFENSIVE GLOBALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE BOVIN

par Ricardo Pino Robles

Managua, (ANN). En créant la Commission nationale du bétail composée de producteurs privés et de représentants de l'Etat, le gouvernement lance une offensive globale pour le développement de l'élevage bovin au Nicaragua.

Jaime Wheelock, ministre de l'agriculture qui préside la commission, affirme qu'il existe des bases matérielles qui permettront de moderniser l'élevage bovin à l'aide de programmes d'amélioration génétique et en se fondant sur la technique de l'insémination artificielle.

La mise en valeur des ressources en matière d'élevage a commencé à être envisagée deux ans après que le troupeau bovin national ait été déclaré patrimoine national, et que l'abattage illégal et indiscriminé d'animaux ait été interdit pour avoir mis en danger la reproduction naturelle du cheptel. A cause d'une combinaison de facteurs négatifs au cours des dix dernières années, le troupeau bovin national a atteint une diminution brutale d'environ un million de têtes. En effet, de 2,7 millions de têtes, recensées en 1978, on est passé, d'après des données du ministère de l'agriculture, à 2,1 millions l'année suivante. On estime qu'environ 600 mille bovins ont été illégalement acheminés vers le Honduras et le Costa Rica, nations frontalières avec le Nicaragua, par les grands propriétaires terriens craignant les retombées de l'insurrection populaire qui a renversé la dictature de Somoza en 1979.

Entre 1980 et 1987, le troupeau bovin a diminué de 500 mille têtes plus à cause - selon Wheelock - des politiques macro-économiques gouvernementales qui n'encourageaient pas l'élevage de jeunes bovins pour la reproduction, des effets de l'inflation et des vols de bestiaux perpétrés par les Forces contre-révolutionnaires dans le but d'endommager l'économie nationale. On calcule que depuis l'année dernière jusqu'à ce jour plus de 20 mille têtes de bétail ont ainsi été volées. Et même pendant la période de cessez-le-feu entre la Contra et l'armée, depuis mars jusqu'à fin juin de cette année, environ quatre mille têtes de bétail ont été dérobées d'après des dénonciations officielles.

En dépit des problèmes, le gouvernement sandiniste a réussi à établir au cours des cinq dernières années une base matérielle qui, espérons-le, permettra d'augmenter la reproduction de bovins, d'accroître les volumes de production de viande et de lait et d'améliorer la fourniture de matières premières pour l'industrie (peaux, os).

Le Centre national d'amélioration génétique (CENAMEGE) qui possède à l'heure actuelle une quarantaine de taureaux reproducteurs purs de race Holstein, Brahman, Brown Swiss et Reyna, a été créé en juillet 83 grâce à un apport initial de 23 mille dollars de la part de la Banque Interaméricaine de développement (BID). Aujourd'hui les programmes d'insémination du centre sont en mesure de maintenir 35 mille reproductrices. 22 taureaux, issus de transplantations d'embryons de haute qualité génétique, ont déjà été produits.

Les investissements effectués pour le développement de troupeaux purs pour la viande et le lait atteignent le chiffre de 31 millions de dollars. Des informations données par le ministère de l'agriculture indiquent que le cheptel pur de viande est reparti entre quatre entreprises génétiques régionales et les troupeaux de vaches laitières pures dans les projets "Chiltepe" et "Felix Pedro Carrillo" de race Holstein et Brown Swiss respectivement. Le CENAMEGE, situé à Managua, produit 60 mille doses de sperme par an et l'on estime qu'environ 50 mille têtes de bétail de haute qualité génétique sont nées dans le cadre des programmes d'insémination.

Après avoir organisé début juillet la Commission nationale du bétail, le président de la République Daniel Ortega a inauguré le Centre de développement du bétail de Camoapa-Boaco situé dans la zone centrale du pays qui, à elle seule, regroupe 41% du troupeau national.

La foire aux bestiaux "Hatofer 88", à laquelle ont participé 42 firmes commerciales de bétail, et qui s'est tenue à Camoapa à la mi-juillet, n'a toutefois pas répondu à l'attente de ses organisateurs. La Banque Nationale accordait un crédit de 50 millions de cordobas (625 mille dollars au change officiel) pour l'achat de bovins, et pendant la foire seulement 13 millions de cordobas de crédit (162 mille 500 dollars) ont été sollicités.

Des spécialistes du ministère de l'agriculture ont expliqué à ANN que ceci démontre qu'il existe une certaine incertitude chez les éleveurs du fait que la Banque Nationale n'a pas encore défini les taux d'intérêt pour les crédits à long terme, après les mesures économiques décrétées en juin dernier.

Cependant, le gouvernement est décidé à mener à bien l'offensive pour le développement du bétail après avoir freiné la tendance à la détérioration du troupeau national. Il y a peu, le taux d'abattage était de 18,7% sur une masse de 1,6 millions de têtes de bétail.

A l'heure actuelle, ce taux est descendu à 14,4 %, c'est-à-dire que de 300 mille bovins qui étaient sacrifiés auparavant, l'on est passé à 230 mille par an. Le taux d'abattage de reproductrices par rapport à l'abattage total est passé de 42 % (en 1985) à 35 %, chiffre qui, d'après les experts, se trouve parmi les plus bas dans l'histoire du bétail au Nicaragua au cours des années 60 et 70.

D'après Wheelock, et conformément à ce qui était programmé pour industrialiser l'élevage, "un équipement important" est sur le point d'arriver au Nicaragua. Parmi le matériel importé figurent des moissonneuses, des machines pour l'irrigation, etc.

"Nous devons être un pays d'élevage et industrialiser cette activité" a souligné le ministre qui a ajouté: "C'est une noble activité et nous avons les ressources dans notre pays pour le faire". En dernier lieu, il a mis l'accent sur le fait que "l'Etat s'y prépare ainsi qu'à appuyer les producteurs".

MANLIO ARGUETA: POUR UNE EXPRESSION CULTURELLE CENTRAMERICAINE

San José, Costa Rica (ANN-ALASEI).

Bien qu'il ne soit connu que depuis peu d'années dans la littérature ibéro-américaine, l'écrivain salvadorien Manlio Argüeta est loin d'être un nouveau venu. La maison d'édition sud-américaine à l'apogée de son activité avait publié un de ses romans, "La vallée des hamacs". D'autres éditions avaient suivi à Cuba, au Costa Rica et au Nicaragua.

Manlio Argüeta a remporté le prix "Casa de las Americas" pour son roman "Le petit chaperon dans la zone rouge" ainsi que le prix de littérature de son pays il y a six ans. Il vient de terminer une série de conférences sur la littérature centraméricaine comme professeur invité de l'Université d'Etat de San Francisco. Par ailleurs, il a achevé le brouillon d'une nouvelle oeuvre et va publier un recueil de poèmes inédits.

A cinquante et un ans, cet écrivain a été édité en douze langues étrangères. Son roman "Cuzcatlán, où bat la mer du sud" a même été traduit en hébreu et sortira sous peu en portugais. En anglais, cette oeuvre a été un grand succès d'édition pour "Random House" de New York et "Chatto Windus" de Londres. Il parvient à captiver ses lecteurs du monde entier par des récits illustrant le jeu quotidien de la vie et de la mort au Salvador. Il rappelle volontiers une phrase de son ami le poète salvadorien Roque Dalton: "Au Salvador, nous sommes tous des moitié vivants moitié morts", citation qui lui a inspiré le titre de son prochain roman: "Les enfants de l'autre monde". Ce livre aborde la vie magique de l'enfance dans un pays sous-développé comme peu l'être n'importe quel pays

d'Amérique centrale. "Je crois que nous sommes capables de nous acclimater dans un monde autre que le monde réel, peut-être dans le Tiers-Monde". Mais il ajoute que son but est la recherche d'une expression culturelle centraméricaine qui fasse écho à la voix des peuples de l'isthme. "Nous avons trouvé une écoute, je crois qu'il existe une résonance pour cette entreprise".

Mais, pour Manlio Argüeta, la meilleure réussite a été une oeuvre devenue classique dans la littérature salvadorienne contemporaine, "Un jour dans la vie". Ce roman parle de la vie d'une femme dans un milieu urbain et se situe durant l'une des périodes les plus cruelles de l'histoire récente du Salvador. En six ans à peine, ce livre a obtenu un succès sans précédent dans la région. "Un jour dans la vie" évoque le quotidien au Salvador, la mort et la cruauté.

Sa parution en hollandais a curieusement coïncidé avec l'assassinat d'un groupe de correspondants du réseau catholique de télévision hollandais, de quatre religieuses étatsuniennes de l'ordre de Mary Knoll ainsi que de 70 paysans de la région de Sansonate.

Mais "Cuzcatlán, où bat la mer du sud" marque pour Argüeta un retour définitif à la campagne et à une littérature qui reflète la vie des paysans, témoignant de son installation catégorique dans ce qu'il appelle la littérature de la réalité et des vies réelles, le tout traité sur le mode poétique. Son oeuvre est politique selon lui dans la mesure où elle parvient à rendre l'émotivité et la sensibilité d'un peuple en lutte, à évoquer la culture des plus pauvres, les paysans. Il renoue ainsi avec une grande tradition latino-américaine: la littérature de la campagne, fondée sur le monde rural. Dans "Cuzcatlán, où bat la mer du sud", le personnage principal est un militaire qui apparaissait déjà dans "Un jour dans la vie", roman du monde urbain évoqué plus haut. Ce procédé donne une continuité et permet le lien entre les deux réalités.

Manlio Argüeta se situe, comme auteur centraméricain, dans le courant qui a apporté au roman du boom, cette explosion de la littérature latino-américaine dans les années 70, une redécouverte du monde paysan. En effet, ce genre littéraire, après avoir prédominé entre les années 20 et les années 60, était devenu marginal. Au mieux, il apparaissait en filigrane dans certaines oeuvres de thématique urbaine de García Marquez, Vargas Llosa et Julio Cortázar.

Manlio Argüeta résume ainsi son trait essentiel: "Il apporte dans le récit une dimension nouvelle, bien que je lui reconnaisse des antécédents historiques, à savoir le récit de témoignage". Il s'agit, selon lui, d'un courant nettement distinct, pour ne pas dire opposé, de Vargas Llosa, García Marquez et Julio Cortázar, et qui puise aux mêmes sources que Juan Rulfo.

Pour le romancier salvadorien, le récit centraméricain d'aujourd'hui tourne autour de l'activité rurale et met résolument l'accent sur le témoignage, le réalisme, ce qui lui confère des caractéristiques très particulières et une originalité par rapport aux romans du boom. Ses représentants sont des écrivains déjà connus, comme le Guatemaltèque Mario Payeras ("Les jours de la forêt"), les Nicaraguayens Sergio Ramirez ("Le sang t'as fait peur?") et Omar Cabezas ("La montagne est plus qu'une grande forêt verte", le Panaméen José de Jesus Martínez ("Le général Torrijos") et la Vénézuélienne Elisabeth Burgos ("Moi, Rigoberta Menchú").

HONDURAS : LE COMMANDANT EN CHEF DES FORCES ARMEES CONSIDERE INEVITABLE LA GUERRE CONTRE LE NICARAGUA

par Misael Barrios, service spécial de l'ANN

Tegucigalpa, juillet (ANN). Le général Humberto Regalado, commandant en chef des Forces armées et homme fort du pays, a déclaré à la presse qu'avec le Nicaragua, il n'y a pas d'autre issue que la guerre.

Répondant aux questions des journalistes du bulletin d'information "Hoy Mismo", le général Regalado a affirmé que "au Nicaragua, il y a un problème idéologique et dans un problème idéologique, il ne peut y avoir de médiateurs... L'on sait qu'il s'agit d'imposer une doctrine, situation qui diffère des problèmes de frontières et d'autres cas de ce type". Peu de mots lui ont donc suffi pour faire une croix sur le contenu du plan de paix d'Esquipulas II, souscrit officiellement par son gouvernement en août 87.

Sur le même ton, et répondant à une autre question relative au problème de la présence des contras dans le territoire hondurien, le général a dit que ceux-ci ne représentaient pas un problème et qu'ils servaient plutôt à les éviter, parce que "au point où en sont les choses", sans leur présence, "toutes les personnes qui habitent le long de la frontière auraient déjà été idéologiquement contaminées".

C'est pour cela même que Regalado a également exprimé que le gouvernement Reagan ne peut pas abandonner la contre-révolution parce que Washington "a un engagement" vis-à-vis d'elle et que les gouvernants étatsuniens "sont très sérieux en matière de conceptions stratégiques et ont certainement un plan pour régler ce problème".

S'étendant sur les raisons de l'impossibilité d'une médiation qui éviterait la guerre, le commandant en chef des Forces armées du Honduras a affirmé lors de l'entretien radiodiffusé que le plan d'Esquipulas II faisait partie d'une stratégie nicaraguayenne pour rompre "une unité

de conception qui avait commencé à germer entre les démocraties centraméricaines", oubliant que la paternité du plan de paix est attribuée à Oscar Arias, président du Costa Rica.

La conception du militaire hondurien à propos des accords de paix - bien qu'on suppose que les membres des Forces armées doivent être apolitiques et que la politique extérieure incombe exclusivement au pouvoir exécutif - est qu'avec Esquipulas "chaque président, chaque pays a tenté de régler ses propres difficultés en oubliant pour un moment le problème que représente le gouvernement communiste du Nicaragua pour l'Amérique centrale", ce que l'on ne peut qu'interpréter comme un appel explicite à la guerre contre ce pays.

Alors qu'on lui demandait s'il considérait que le Nicaragua était "le plus grand obstacle à la stabilisation en Amérique centrale", Regalado a affirmé que les militaires honduriens ont "la ferme conviction que le Nicaragua n'a pas fait un seul pas en avant vraiment important pour la recherche de la démocratisation".

De telles déclarations confirment que la politique du Honduras dans ses relations avec le Nicaragua est déterminée par l'armée, qui chapeaute également au plan interne la gestion du gouvernement d'Azcona. A preuve, les propos de ce dernier dans le quotidien "La Tribuna" du 23 juillet, relatifs au rapport sur la violence que prépare la Commission nationale de réconciliation, (laquelle abordera sûrement la violence institutionnelle imposée par les corps armés honduriens): "Nous accueillerons les recommandations (de la commission) dans le but de les mettre en pratique jusqu'au point où il est possible de le faire, mais bien sûr leur application n'est pas obligatoire".

Etant donné la gravité des déclarations du chef des Forces armées du Honduras, des observateurs politiques locaux considèrent que celles-ci méritent d'être abordées par le président du Costa Rica, auteur du plan de paix d'Esquipulas II.

EN BREF :

CAMPAGNE NATIONALE POUR LA DEFENSE DE LA VIE DE L'ENFANT

Managua, (ANN). Une campagne nationale pour la défense de la vie de l'enfant a débuté officiellement le 6 août au Nicaragua. Une commission nationale a été constituée. Elle est composée de responsables de différentes institutions et d'organisations de masses et sera présidée par Daniel Ortega. La campagne s'est fixé pour objectif de diminuer de 50 % le taux de mortalité infantile qui est actuellement de 65 0/00. Des actions interinstitutionnelles et de masses vont être lancées principalement pour

lutter contre la diarrhée, les maladies respiratoires aiguës et la septicémie. La première étape de ce projet va durer trois ans.

Agop Kayaya, responsable de l'UNICEF pour l'Amérique centrale a fait l'éloge de cette initiative qui est mise en place malgré la crise et la guerre. "Cela démontre que la santé de l'enfant est véritablement une priorité dans ce pays" a-t-il précisé. Il a annoncé que l'UNICEF va aider le Nicaragua en lui fournissant 1,5 millions de dollars par an.

EXCELLENTE RECOLTE DE GRAINS DE BASE EN VUE POUR CETTE ANNEE

Managua (ANN). Selon les informations fournies par Jaime Wheelock, ministre du développement agropastoral et de la réforme agraire, la récolte des grains de base au niveau national sera supérieure à celle des années antérieures.

Wheelock a précisé que les surfaces ensemencées en maïs, haricots et riz de culture sèche, pour la période 1988-1989, ont dépassé de 46'000 hectares celles du cycle précédent. Pour le riz de culture sèche uniquement, l'augmentation a été d'environ 22'000 hectares, ce qui place la récolte actuelle de ce produit au premier rang pour cette saison. Si l'on ajoute les surfaces ensemencées en riz irrigué - plus de 14 mille hectares - le Nicaragua a "d'excellentes perspectives pour un bon approvisionnement de la population" a expliqué le ministre. La première récolte de grains de base atteindra

276'000 tonnes de maïs, 21'160 tonnes de haricots, 35'190 tonnes de sorgho et 34'500 de riz de culture sèche.

Divers facteurs ont contribué à ces bons résultats: la réforme agraire, qui a permis l'accès des paysans à la terre, la consolidation des pôles de développement dont l'organisation s'est perfectionnée, les progrès techniques avec l'introduction de semences améliorées, de tracteurs et d'autres équipements, une bonne situation climatique - sans oublier le cessez-le-feu bilatéral.

Tout en relevant ces bonnes perspectives, le ministre a indiqué que dans certaines zones de maïs et de sorgho, ensemencées tardivement, des problèmes pourraient se présenter du fait de l'abondance des pluies.

LE CARDINAL OBANDO A UNE NOUVELLE FOIS REFUSE DE RECEVOIR LES FAMILLES DES SEQUESTRES

Managua, (ANN). Le 4 août, le cardinal Obando, président de la Conférence épiscopale, a refusé pour la quatrième fois de recevoir un groupe de mères dont les enfants ont été enlevés par la Contra.

Le groupe de femmes, originaires des départements de Boaco et de Chontales (région centrale), s'est installé comme tous les jeudis devant l'archevêché et a sollicité une entrevue avec le prélat afin de lui demander d'intervenir auprès de la Contra pour qu'elle libère leurs fils. Elles ont pu constater que les croix portant des noms de disparus qui avaient été plantées par d'autres groupes le jeudi précédent avaient été enlevées.

"Nous, nous venons au nom de 1'400 soldats tués et d'au moins 800 séquestrés" a indiqué l'une d'entre elles.

Cette fois-ci, le cardinal a fait savoir qu'il devait participer à une réunion de la Commission nationale de réconciliation. A la sortie de cette rencontre, il a parlé des mères en les désignant comme des "groupes qui tous les jeudis viennent nous harceler".

Les mères ont déclaré qu'elles recommenceraient tous les jeudis jus qu'à ce que le cardinal les reçoive. Si Mgr. Obando veut oeuvrer pour la paix, il doit parler aussi avec nous et pas seulement avec les mères des somozistes" a expliqué une participante.

"Nous aimerions le voir humble comme l'était Jésus. Qu'il sorte, que ses assistants ne se moquent pas de notre souffrance. Tout ce que nous voulons, c'est qu'il nous écoute". Sachant que jeudi prochain la Commission nationale de réconciliation ne doit pas se réunir, les mères espèrent que le prélat les recevra, comme l'ont affirmé les évêques auxiliaires.

Par ailleurs, un comité des familles de séquestrés et disparus s'est constitué à Jinotega (dans le nord du pays). Il a lancé un appel aux mères des contras pour qu'elles persuadent leurs fils d'arrêter d'assassiner et de séquestrer les gens. Le comité en a également appelé aux autorités de la hiérarchie catholique pour qu'elles appuient le mouvement.

DOCUMENT SECRET SUR BERMUDEZ

Managua, (ANN). En 1976, L'attaché militaire des Etats-Unis à Managua a envoyé à ses supérieurs une note secrète dans laquelle il donne une appréciation superlative de Enrique Bermúdez, qui venait alors d'être nommé par Somoza attaché militaire à Washington et qui aujourd'hui a été hissé par ses responsables étatsuniens au rang de chef de la Contra.

Sa récente élection au directoire de la "Résistance nicaraguayenne" a confirmé pour beaucoup l'essence somoziste de la Contra et a indiqué clairement la volonté de l'Administration Reagan d'écarter toute solution négociée et de continuer la guerre.

L'ascension de Bermúdez à la Direction civile, malgré les protestations qu'elle a provoquées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la "Résistance", obéit au fait que, plus que tout autre, il a servi fidèlement les intérêts des Etats-Unis, ce que vient confirmer le document secret dont l'ANN a eu connaissance. Cette note confidentielle, en date du 2 mai 1976, brosse un portrait révélateur de celui que la CIA a choisi pour accomplir la mission impossible de ramener le somozisme au Nicaragua: "... Bermudez a servi dans la Force interaméricaine de paix dans la République Dominicaine en 1975. C'est là qu'il a connu son épouse actuelle, Elsa, qui vient d'une famille avec d'importantes relations. C'est une femme charmante et pleine de vie qui parle un excellent anglais.(...) Bien que Bermúdez ne soit pas motivé politiquement, il fait preuve de loyauté personnelle envers le président Somoza et se montre très pro-étatsunien dans ses attitudes et sa façon de voir les choses. Il se révèle extraverti quand on arrive à le connaître et les militaires étatsuniens le trouvent très bien disposé".

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

